NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

Les trois étudiants « kidnappés » hier par Bakou sont condamnés à dix jours de prison

Les autorités azerbaïdjanaises ont annoncé que les trois résidents du Haut-Karabakh enlevés dans le corridor de Latchine seront condamnés à une peine d'emprisonnement de 10 jours.

Dans un communiqué, le bureau du procureur général d'Azerbaïdjan a déclaré que les trois hommes ne feraient pas l'objet de poursuites pénales et a imposé à la place une « sanction administrative sous la forme d'une détention de 10 jours », après quoi ils seront « expulsés du territoire azerbaïdjanais ».

Trois résidents du Haut-Karabakh ont été arrêtés par les forces de sécurité azerbaïdjanaises lundi alors qu'ils se rendaient en Arménie par le corridor de Latchine.

Des responsables du Karabakh ont déclaré que les jeunes hommes, identifiés comme Alen Sargsian, Vahe Hovsepian et Levon Grigorian, ont été « kidnappés » au poste de contrôle azerbaïdjanais bloquant le corridor alors qu'ils étaient escortés par des soldats de la paix russes avec d'autres civils du Karabakh.

L'un des responsables, Artak Beglarian, a déclaré au service arménien de RFE/RL que les soldats de la paix négociaient avec la partie azerbaïdjanaise pour tenter de les faire libérer. Arayik Harutiunian, le président du Karabakh, a tenu une session d'urgence de son conseil de sécurité plus tard dans la journée.

« L’Azerbaïdjan poursuit sa politique génocidaire à l’égard du peuple de l’Artsakh, violant une fois de plus le droit humanitaire international », peut-on lire dans une déclaration du Karabakh publiée peu après les détentions.

Les autorités azerbaïdjanaises n’ont pas immédiatement commenté ces arrestations. Mais les médias qui leur sont liés ont rapporté que les trois Arméniens du Karabakh sont soupçonnés d’être membres d’une équipe de football du Karabakh qui avait « manqué de respect » au drapeau national azerbaïdjanais dans une vidéo datant de 2021 et publiée sur les médias sociaux.

M. Beglarian a déclaré qu’il « ne peut pas confirmer » que M. Sargsian, M. Hovsepian et M. Grigorian ont joué pour cette équipe de jeunes basée dans la ville de Martuni, au Karabakh. « Ils sont tous les trois étudiants dans des universités arméniennes », a-t-il déclaré.

En tout état de cause, a ajouté M. Beglarian, les allégations azerbaïdjanaises sont « absurdes » et visent à intimider la population arménienne du Karabakh qui s’oppose à la restauration du contrôle azerbaïdjanais sur sa région.

Un autre homme du Karabakh, Vagif Khachatrian, a été arrêté au poste de contrôle azerbaïdjanais fin juillet alors qu’il était évacué par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) vers l’Arménie. Cet homme de 68 ans a été emmené à Bakou pour y être jugé pour avoir tué et déporté des habitants du Karabakh appartenant à l’ethnie azerbaïdjanaise en décembre 1991, au début de la première guerre entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan.

Les dirigeants du Karabakh ont rejeté ces « fausses » accusations et exigé la libération immédiate de M. Khachatrian. Le ministère arménien des Affaires étrangères a également condamné l’arrestation de M. Khachatrian, la qualifiant de « violation flagrante du droit humanitaire international » et de « crime de guerre ».

Le ministère a également condamné les dernières détentions. Il les a décrites comme une nouvelle indication que Bakou a l’intention « d’éviter par tous les moyens le dialogue avec le Haut-Karabakh et de poursuivre au contraire sa politique de nettoyage ethnique ».

M. Khachatrian est le premier patient du Karabakh arrêté par les autorités azerbaïdjanaises lors des évacuations médicales régulières organisées par

le CICR depuis que Bakou a interrompu en décembre dernier le trafic commercial sur la seule route reliant le Karabakh à l'Arménie.

La semaine dernière, Bakou a autorisé d'autres catégories de la population du Karabakh, notamment les étudiants universitaires et les détenteurs de passeports russes, à se rendre en Arménie. Ils sont escortés par des soldats de la paix russes.

Le 28 août, des gardes-frontières azerbaïdjanais ont enlevé des habitants du Haut-Karabakh, Alen Sargsyan, Vahe Hovsepyan et Levon Grigoryan, au poste de contrôle illégalement installé dans le corridor de Lachin. Tous trois sont des étudiants qui se rendaient en Arménie pour poursuivre leurs études. Le transport avait été convenu à l'avance et s'effectuait sous escorte russe de maintien de la paix.

Le ministère arménien des Affaires étrangères a interpellé les autorités azerbaïdjanaises après l'enlèvement et a averti que Bakou cherchait à infliger une punition collective à l'ensemble de la population du Haut-Karabakh.

Armen Press et Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 août 2023

Pénuries de pain au Karabagh… les autorités en appellent aux cultivateurs locaux !

Les files d'attente s'allongeaient lundi 28 août devant les boulangeries de Stepanakert et des autres localités de l'Artsakh, où le pain vient à manquer en raison du blocus drastique imposé depuis huit mois par les autorités de l'Azerbaïdjan au territoire arménien disputé. Illustrant la famine qui guette les

quelque 120 000 Arméniens du Karabagh et que le régime de Bakou organise délibérément, dans le cadre d'une politique de nettoyage ethnique dont les Arméniens soulignent le caractère génocidaire devant la communauté internationale, ces pénuries de pain, denrée de base là comme ailleurs, traduisent l'extrême gravité de la crise humanitaire à laquelle fait face le Karabagh et ne donnent que plus de légitimité à l'initiative annoncée vendredi par le président français Emmanuel Macron qui entend saisir le Conseil de sécurité de l'Onu sur la situation dans la région, un processus dont on espère qu'il sera suivi par d'autres chefs d'Etat. Le pain est devenu l'aliment de base de la population arménienne assiégée à Stepanakert et dans d'autres localités du Karabagh depuis que Bakou a durci son blocus à la mi-juin, en interdisant tout trafic sur le corridor de Latchine, unique route reliant le Karabagh à l'Arménie et au reste du monde sur lequel ne circulaient plus que des convois à vocation humanitaire du contingent russe des forces de paix et du Comité international de la Croix rouge depuis que cet axe vital avait été bloqué par les Azéris le 12 décembre. Les commerces locaux sont désormais à court d'autres denrées alimentaires de base qui avaient été vendues, contre coupons de rationnement distribués par les autorités à la population au cours des mois précédents. Les pénuries de pain se sont aggravées ces jours derniers, les habitants de Stepanakert devant faire la queue des heures durant devant les boulangeries pour pouvoir s'en procurer et nourrir leurs familles. "Quand vous vous placez dans une file d'attente, cela peut durer toute la journée ", confiait ainsi une habitante de la capitale du Karabagh, Arega Ishkhanian, au Service arménien de RFE/RL en ajoutant : "Et si vous faites la queue à partir de 6 heures du soir, vous risquez d'attendre votre tour jusqu'au matin suivant !" "Le problème ce n'est pas seulement le pain, c'est qu'il n'y a rien d'autre à acheter ", a-t-elle déploré tout en concluant, stoïque : "Mais au moins, les enfants peuvent manger du pain ". Dans un communiqué publié dimanche, le Département d'Agriculture du Karabagh a fait savoir qu'il allait fournir des quantités supplémentaires de farine aux boulangeries pour tenter de pallier ces pénuries. Soulignant la gravité de la situation, l'agence locale a précisé que les autorités étaient prêtes à acheter tout le blé récolté et stocké par les agriculteurs du Karabagh qu'elles rétribueraient sur le champ en devises. Aussi a-t-elle lancé un appel pressant aux agriculteurs locaux pour qu'ils vendent leurs récoltes de blé et de céréales. Mais outre qu'elle est forcément ponctuelle, cette solution proposée par les autorités locales est limitée dans son efficacité par la diminution des stocks disponibles : la défaite dans la guerre du Karabagh de l'automne 2020 a amputé le Haut-Karabagh d'une grande partie de son territoire et donc de ses

terres agricoles, réputées fertiles comme l'indique l'appellation de Karabagh (jardin noir en turc), et depuis lors, les cultivateurs arméniens ont toutes les peines du monde à travailler les champs qui leur restent, où ils sont régulièrement les cibles des soldats azéris. Les autorités font face à des appels toujours plus insistants de la population en vue de la distribution de coupons de rationnement pour le pain qui aurait pour effet de réduire les files d'attente devant les boulangeries et autres commerces encore ouverts. Le gouvernement arménien avait tiré le signal d'alarme dès juillet en faisant savoir que le Karabagh est désormais "au seuil de la famine ". Il avait appelé la communauté internationale à exercer des pressions sur l'Azerbaïdjan pour qu'il lève ce blocus qui menace tout un peuple de génocide par la faim, comme l'Ukraine en avait fait la tragique expérience aux pires heures du stalinisme dans les années 1930, avec ce holodomor que ses alliés occidentaux, à commencer par l'Allemagne, ont désigné récemment comme un acte de génocide. Mais les appels de l'Arménie, relayés par les Etats-Unis, l'Union européenne et la Russie, qui ont régulièrement demandé à Bakou d'autoriser la reprise du trafic commercial et humanitaire sur le corridor de Latchine, sont restés sans effets, le régime azéri s'obstinant à refuser tout compromis, sinon pour proposer un axe alternatif, via Agdam, que les Arméniens du Karabagh dénoncent comme une manœuvre pour en finir une fois pour toute avec le Karabagh arménien. Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a d'ailleurs fait savoir sans détour samedi qu'il ne céderait pas devant quelque pression internationale, au lendemain même des déclarations du président Macron qui appelaient à exercer des pressions sur Bakou pour faire lever le blocus. Visitant la ville de Latchine, qui a donné son nom à ce corridor où se jour la survie du Karabagh arménien, Aliyev a déclaré que les actions de Bakou avaient vocation à "restaurer pleinement l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan ". "Rien ne pourra nous détourner de notre voie ", avait martelé le président azéri.

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 août 2023

Le Prince Michael du Liechtenstein se déclare prêt à conduire, personnellement, un pont aérien humanitaire vers le Haut-Karabakh

Le Prince Michael de Liechtenstein et d'autres leaders dans l'humanitaire ont exprimé leur volonté d'organiser un pont aérien humanitaire vers le Nagorno-Karabakh dans le cadre du blocus azéri.

La société suisse Impact Investing Solutions a déclaré lundi que le prince Michel de Liechtenstein s'était déclaré prêt à « diriger un pont aérien humanitaire vers le Haut-Karabakh (Artsakh) assiégé et à faire partie de l'équipage qui se rendra dans la région pour apporter des vivres et des médicaments indispensables, grâce à l'aide de la Fondation Aznavour ».

« Impact Investing Solutions (Suisse), qui facilite cette mission humanitaire, ainsi que S.A.S. le Prince Michael, d'autres dirigeants mondiaux, des chefs d'État actuels et anciens, sont également prêts à diriger les ponts aériens nécessaires vers le Haut-Karabakh, où 120 000 personnes, dont 30 000 enfants, sont privées de nourriture et de médicaments depuis plus de huit mois déjà », a déclaré Impact Investing Solutions dans un communiqué.

Un appel à l'organisation d'un pont aérien humanitaire vers le Haut-Karabakh a été lancé pour la première fois en décembre 2022 par un groupe de leaders humanitaires mondiaux, dont Leymah Gbowee, lauréate du prix Nobel de la paix, Bernard Kouchner, ancien ministre français des Affaires étrangères et ancien ministre de la santé, Paul Polman, militant pour le climat et l'égalité, ancien PDG d'Unilever, Mary Robinson, ancienne présidente de l'Irlande, Ernesto Zedillo, ancien président du Mexique, et de nombreux autres défenseurs des droits de l'homme et militants pour la paix.

« Un pont aérien humanitaire international est en cours d'organisation, permettant de livrer de la nourriture et d'autres produits de première nécessité à la population locale et d'évacuer en lieu sûr les personnes dont la vie est menacée. Parmi elles, plusieurs patients du Centre médical républicain de Stepanakert se trouvent dans un état grave et nécessitent des soins médicaux urgents qui ne peuvent leur être prodigués de manière adéquate en raison du blocus. En attendant, tant que la route reste bloquée, le pont aérien humanitaire devrait aider la population locale à survivre et à se maintenir en vie. Il existe déjà un aéroport opérationnel à Stepanakert, qui peut être utilisé à cette fin. Cela ne nécessitera pas d'efforts supplémentaires de la part de la communauté internationale, à l'exception de ceux nécessaires pour maintenir le pont aérien et assurer sa sécurité. Actuellement, le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Croix-Rouge sont invités à organiser le vol dans les prochains jours, et S.A.S. le Prince Michel de Liechtenstein est prêt à diriger la première mission humanitaire. »Rassemblons-nous pour apporter de l'aide et des secours au Haut-Karabakh", a ajouté l'organisation.

Nor Haratch

28 août 2023

Andjey Kasperczyk s'est rendu à Kornidzor et présentera un rapport au président de l'OSCE sur la situation du corridor de Berdzor – Nor Haratch

Andjey Kasperczyk s'est rendu à Kornidzor et présentera un rapport au président de l'OSCE sur la situation du corridor de Berdzor

Le 25 août, Andjey Kasperczyk, représentant personnel du président en exercice de l'OSCE, accompagné du gouverneur de Syunik, s'est rendu à Kornidzor, point de départ du corridor de Berdzor, pour prendre connaissance de la situation sur

le terrain et présenter un rapport au président en exercice de l'OSCE, le ministre des Affaires étrangères de la Macédoine du Nord, Bucar Osmani.

Depuis environ un mois, les camions envoyés par le gouvernement arménien et certaines régions de France, chargés d'aide humanitaire, attendent d'entrer en Artsakh près de Kornidzor, L'Azerbaïdjan leur ayant interdit de franchir l'entrée du couloir de Berdzor.

Notons que le représentant du président de l'OSCE envisageait de se rendre en Azerbaïdjan après l'Arménie, mais Bakou l'a refusé.

Selon l'agence de presse APA, l'Azerbaïdjan ne jugerait pas une telle visite nécessaire, la considérant comme une « perte de temps inutile ».

Nor Haratch

28 août 2023

En Artsakh, les gens font la queue pour le pain non pas pendant des heures, mais pendant des jours…

Dans une interview accordée à *Sputnik Armenia,* Marie Asatrian, défenseure adjointe des droits de l'humme d'Artsakh, a déclaré que les habitants du pays ne font pas la queue pour du pain pendant des heures, mais pendant des jours.

« Les gens s'inscrivent et font la queue pour le pain, la nuit comme le jour. Autrement dit, ils passent toutes leurs journées à résoudre le problème du pain. Parfois, les parents envoient leurs enfants, qui s'endorment dans les files d'attente, et beaucoup d'adultes ne supportant pas un tel effort s'évanouissent. »

Asatrian a également annoncé que les réserves de farine en Artsakh sont épuisées et que les autorités tentent désormais d'organiser la récolte d'été afin de se procurer de la farine.

« Les coupures de courant quotidiennes affectent également le fonctionnement

des fours. Pour les écoles maternelles, il est encore possible de se procurer des fruits et des légumes dans les villages et de les fournir aux enfants.

Par contre, nous n'arrivons pas toujours à récolter, sachant que l'ennemi tire en direction des villageois qui travaillent dans les champs », a-t-elle déclaré.

ARMENIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 août 2023

Du 22 au 24 août 2023

Du 22 au 24 août 2023 – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Situation sécuritaire/ Le 22 août le ministère arménien de la Défense a démenti la déclaration du ministère azerbaïdjanais sur les tirs en direction des positions azerbaïdjanaises situées dans les parties sud-ouest et sud-est de la frontière. Le même jour le ministère arménien a démenti la déclaration azerbaïdjanaise faisant état de tirs en direction des positions azerbaïdjanaises situées à l'est de la frontière.

Le 23 août le ministère arménien a déclaré que les forces azerbaïdjanaises avaient tiré en direction des positions arméniennes à proximité de Verin Shorzha. Le même jour le ministère arménien a démenti la déclaration azerbaïdjanaise rapportant des tirs en direction des positions azerbaïdjanaises situées à l'est de la frontière.

Situation humanitaire du Haut-Karabakh/ La situation humanitaire est de plus en plus difficile au Haut-Karabakh en raison du blocage du corridor de Latchine.

Le 23 août Hraparak.am a affirmé que le Haut-Karabagh avait décidé d'utiliser la route d'Aghdam enAzerbaïdjan pour alimenter le Haut-Karabagh. Le même jour la porte-parole du « président » du Haut-Karabakh Harutyunyan, Lusine Avanesyan a démenti ces informations en déclarant : « Aucune décision n'a été prise, les discussions se poursuivent et bientôt le président Harutyunyan présentera personnellement les informations sur la situation et les approches des autorités ». Le « ministère » azerbaïdjanais a également démenti ces informations diffusées aussi par les médias azerbaïdjanais en déclarant : « Nous tenons à souligner que l'Artsakh a toujours agi de manière pacifique, s'en tenant à la position d'un règlement global du conflit azerbaïdjanais-Haut-Karabakh par la voie des négociations. Dans le même temps, ces négociations devraient se dérouler dans le cadre du format international convenu entre les parties, ce qui permettra de garantir qu'elles se dérouleront conformément aux normes et principes du droit international. L' Artsakh a proposé à plusieurs reprises des rencontres via des médiateurs, mais la partie azerbaïdjanaise les a rejetées… ».

Lors de la séance du Cabinet arménien du 24 août une décision a été approuvée, selon laquelle le gouvernement arménien accorderait au Haut-Karabakh 4 milliards de drams sous forme de prêt interétatique.

Déclarations du Premier ministre arménien/ Lors de la séance régulière du cabinet du 24 août, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a évoqué la situation du corridor de Latchine : « Dans le même temps, nous avons reçu des informations fiables selon lesquelles il existe des plans visant à ouvrir le corridor de Latchine dans un seul sens, c'est-à-dire à permettre la sortie du Haut-Karabakh, et non l'entrée. Je tiens à vous rappeler qu'à l'heure actuelle, de nombreux résidents du Haut-Karabakh se trouvent en République d'Arménie et ne peuvent pas retourner au Haut-Karabakh (…) La position de la République d'Arménie reste la même. Les questions liées aux droits et à la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh doivent être abordées dans le cadre du dialogue entre Bakou et Stepanakert, dans le cadre du mécanisme international. Dans ce contexte, la mise en œuvre de la disposition 7 de la Déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 est également importante, qui, je tiens à le souligner, prévoit le retour des réfugiés et des personnes déplacées non seulement sur le territoire du Haut-Karabagh, mais aussi dans les régions adjacentes. Cela signifie que non seulement les Arméniens de Hadrut, de plusieurs villages de Martakert, de plusieurs villages de Martuni, mais aussi de Getashen, Martunashen, Shahumyan

et d'autres régions devraient avoir la possibilité de rentrer chez eux dans la dignité et la sécurité ».

Le 23 août à l'occasion de du 33e anniversaire de l'adoption de la Déclaration d'Indépendance de l'Arménie, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a déclaré : « Avant la guerre de 2020 et surtout après, j'ai lu et relu le texte de la Déclaration à de nombreuses reprises. Et il faut admettre que mes lectures d'après-guerre étaient quelque peu différentes de celles d'avant-guerre. L'analyse du texte de la déclaration montre que dans le fond, nous avons choisi un discours et un contenu basés sur la formule qui nous a fait faire partie de l'Union soviétique. Il s'agissait d'un discours de confrontation avec un environnement régional qui nous maintenait dans un conflit constant avec nos voisins. Avec l'adoption de la Déclaration d'indépendance, nous avons proclamé une sortie de l'Union soviétique, mais nous avons également fermé toutes les voies de sortie de l'Union soviétique. On dit qu'avec la Déclaration d'indépendance, adoptée à la fin du XXe siècle, nous avons adopté une résolution qui, dès le début du XXe siècle, nous avait déjà conduits à la perte de notre indépendance… ».

Visite de la ministre des Affaires étrangères de Belgique en Arménie/ La ministre belge des Affaires étrangères Hadja Lahbib qui était en Arménie pour une visite de travail, s'est entretenue le 22 août avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, ainsi qu'avec son homologue arménien Ararat Mirzoyan. Un point de presse a suivi l'entretien, lors de laquelle le ministre arménien a déclaré : « Nous nous félicitons de la décision du Gouvernement belge d'ouvrir une ambassade à Erevan. Cette décision donnera sans aucun doute une nouvelle impulsion au développement dynamique des relations entre l'Arménie et la Belgique. Profitant de cette occasion, Madame la Ministre, je voudrais vous remercier pour vos efforts personnels dans ce dossier. Bien entendu, je voudrais profiter de cette occasion pour remercier une fois de plus le ministère des Affaires étrangères de Belgique, au nom du ministère des Affaires étrangères et de notre peuple, pour le soutien apporté au « Centre de Réhabilitation du Défenseur de la Patrie » à Erevan. Nous espérons également poursuivre notre coopération dans ce sens (…) Au cœur de notre discussion d'aujourd'hui était, bien entendu, l'aggravation de la crise humanitaire au Haut-Karabakh, résultant du blocage illégal du corridor de Latchine par l'Azerbaïdjan depuis déjà plus de huit mois. Lors des discussions précédentes, ainsi qu'au cours de la rencontre d'aujourd'hui, nous avons discuté en détail les conséquences extrêmement graves et irréversibles de la situation au

Haut-Karabagh ». La ministre belge quant à lui a exprimé sa préoccupation sur la situation humanitaire du Haut-Karabakh en déclarant : « La Belgique est profondément préoccupée par les tensions causées par le conflit du Haut-Karabakh. La seule issue à ce conflit est le processus de négociations et les concessions mutuelles. Lors de mon prochain déplacement en Azerbaïdjan, je dirai à mon collègue azerbaïdjanais que les accords conclus dans le cadre des rencontres de 2023 sous la médiation du Président du Conseil européen Charles Michel ont enregistré des avancées positives. Les dirigeants des deux pays ont réciproquement reconnu la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'autre. Je salue les déclarations courageuses du Premier ministre arménien sur la voie de la paix. Je réitère également que la sécurité et les droits de la population doivent être garantis… ».

Le 24 août l'agence de presse azerbaïdjanaise APA.az a déclaré que le président de l'Azerbaïdjan, Ilhal Aliyev, ne recevrait pas la ministre belge des Affaires étrangères, Hadja Lahbib, parce que les autorités azéries n'avaient pas apprécié les déclarations tenues mardi par la cheffe de la diplomatie en Arménie à propos du Haut-Karabakh.

Réactions internationales sur la situation du Haut-Karabakh/

Un haut responsable de l'UE qui n'a pas voulu s'identifier a déclaré au service arménien de RFE/RL que le président [du Conseil de l'UE], Charles Michel, appelait à ce que la réunion de dialogue entre Bakou et Stepanakert ait lieu dès que possible.

Le 24 août le Comité national arménien d'Australie (ANC-AU) indique que le MAE australien lui a affirmé par lettre que l'Australie soutenait « l'ordonnance de mesures provisoires rendue par la Cour internationale de Justice le 22 février 2023, qui a été réaffirmée par la Cour le 6 juillet 2023 ».

Le député américian Adam Schiff a demandé à l'administration du président américain Joe Biden de supprimer l'aide militaire à l'Azerbaïdjan et de veiller à mettre fin au blocus illégal du corridor de Latchine, qui a entraîné une catastrophe humanitaire.

Séance extraordinaire du Conseil intergouvernemental eurasien en Arménie/ La séance extraordinaire du Conseil intergouvernemental eurasien a débuté le 24 août à Tsaghkadzor, en présence du Premier ministre arménien Nikol

Pachinian, du Premier ministre russe, Mikhail Mishustin, du Premier ministre biélorusse, Roman Golovchenko, du Premier ministre kazakh, Alikhan Smailov, et du Premier ministre kirghize, Akylbek Zhaparov. Dans sa déclaration le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a déclaré : « Bien sûr, il y a beaucoup de nuances autour du développement futur de l'UEE. Il est important de créer un marché commun du gaz et de l'énergie, il est également important de coordonner les politiques financières et de crédit de nos gouvernements, et nous coopérons étroitement dans cette direction également. Notre principal objectif est de développer les économies de nos pays et d'accroître le bien-être des citoyens. Je pense que l'UEE bénéficie d'un grand intérêt de la part des États membres dans ce domaine. Nous voyons certains signaux qui indiquent que d'autres pays sont également intéressés par le développement des relations avec l'UEE… ». Dans le cadre de cette réunion, le Premier ministre Pachinian s'est entretenu avec le Premier ministre russe Mikhail Mishustin

Elections municipales/ La campagne électorale pour les élections municipales prévues le 17 septembre a été officiellement lancée le 23 août.

FRANCE

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 août 2023

Le président français Macron souhaite renforcer la pression sur

l’Azerbaïdjan

La France tentera d’exercer une pression internationale plus forte sur l’Azerbaïdjan pour qu’il mette fin à son blocus continu du Haut-Karabagh, a déclaré lundi le président français Emmanuel Macron.

« J’aurai l’occasion de m’entretenir cette semaine avec le Premier ministre [arménien] Pachinian et avec le président [azerbaïdjanais] Ilham Aliyev », a déclaré M. Macron aux ambassadeurs français dans les pays du monde entier.

« Nous exigerons le plein respect du corridor humanitaire de Latchine et nous prendrons à nouveau une initiative diplomatique en ce sens au niveau international pour accroître la pression », a-t-il déclaré dans des propos cités par les médias français.

M. Macron n’a pas donné de détails sur cette initiative. Le quotidien français Le Figaro a rapporté la semaine dernière que Paris « s’apprête à soumettre » au Conseil de sécurité de l’ONU un projet de résolution destiné à aider la population arménienne du Karabakh laissée « au bord de la famine ».

Le Conseil de sécurité a discuté de l’aggravation de la crise humanitaire au Karabakh lors d’une réunion tenue le 16 août à l’initiative de l’Arménie. Bien que la plupart de ses membres, y compris les États-Unis, aient demandé la levée du blocus azerbaïdjanais, le Conseil n’a pas adopté de résolution ou de déclaration à ce sujet.

Les États-Unis, l’Union européenne et la Russie ont demandé à plusieurs reprises la reprise du trafic commercial et humanitaire par l’unique route reliant le Karabakh à l’Arménie. L’Azerbaïdjan a rejeté ces appels.

Bakou a rapidement dénoncé les dernières remarques de M. Macron, déclarant que son « langage de pression » était inacceptable. Une porte-parole du ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères s’est également opposée à l’utilisation par le dirigeant français du terme « corridor humanitaire de Latchine ». Il a déclaré que cette expression violait l’intégrité territoriale de l’Azerbaïdjan.

La France, qui abrite une importante communauté arménienne, a été la critique internationale la plus virulente du blocus azerbaïdjanais qui dure depuis huit

mois. Bakou a accusé à plusieurs reprises M. Macron et d'autres responsables français de se ranger du côté de l'Arménie dans le conflit du Karabakh.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

Le Figaro

24 août 2023

Dans le Haut-Karabakh, la France au secours des Arméniens (lefigaro.fr)

Dans le Haut-Karabakh, la France au secours des Arméniens

DÉCRYPTAGE – La France s'apprête à déposer une résolution auprès du Conseil de sécurité de l'ONU pour venir en aide aux 120.000 habitants d'Artsakh/Haut-Karabakh au bord de la famine en raison du blocus de l'Azerbaïdjan. Paris et les grandes régions françaises affrètent de leur côté un convoi humanitaire la semaine prochaine en Arménie.

Cet article est issu du Figaro Magazine

La vie de 120.000 hommes, femmes et enfants entre les mains du Conseil de sécurité de l'ONU? Depuis la fermeture le 12 décembre 2022 par l'armée azerbaïdjanaise de la seule voie d'accès reliant l'Artsakh/Haut-Karabakh au reste du monde – en l'occurrence: l'Arménie -, sa population, presque exclusivement arménienne, vit un calvaire. Outre les tirs quasi quotidiens sur les villageois et les soldats frontaliers, aucun bien ni personne, sauf, au compte-gouttes (des malades escortés par la Croix-Rouge), ne peut entrer ni sortir dans ce territoire de 3 000 km^2 que Bakou revendique sien depuis que Staline a intégré en 1923 cette terre arménienne depuis plus de deux mille cinq cents ans à la République socialiste d'Azerbaïdjan.

Privés de soins, de médicaments, d'essence, de nourriture et parfois d'électricité,

d’eau et d’internet, dont les accès sont régulièrement coupés par les Azéris qui les encerclent, ses habitants agonisent. Plusieurs morts sont déjà à…

Cet article est réservé aux abonnés.

Opinion International

28 août 2023

Anne Hidalgo, Bruno Retailleau, Xavier Bertrand à la frontière du Haut-Karabagh le 30 août : la France doit agir pour permettre à un convoi humanitaire de passer en Artsakh. L'édito de Michel Taube – Opinion Internationale (opinion-internationale.com)

Anne Hidalgo, Bruno Retailleau, Xavier Bertrand à la frontière du Haut-Karabagh le 30 août : la France doit agir pour permettre à un convoi humanitaire de passer en Artsakh. L’édito de Michel Taube

A la demande du Conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF), la maire de Paris a pris l’initiative de lancer un appel aux collectivités territoriales françaises pour organiser un convoi humanitaire à destination du Haut-Karabakh.

Anne Hidalgo, le président (LR) de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, le chef des sénateurs LR, Bruno Retailleau, la maire de Strasbourg, Jeanne

Barseghian, ainsi que le vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, Patrick Karam, et la première adjointe de Marseille, Michèle Rubirola, unanimes dans leur soutien aux populations de l'Artsakh et coalisés pour apporter une aide humanitaire d'urgence, se rendront à la frontière du couloir de Latchine ce mardi 29 août qu'ils doivent atteindre le lendemain.

Les régions Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Pays de la Loire et plusieurs villes de France subventionnent ce projet humanitaire.

C'est que l'été a été chaud dans cette province arménienne nichée entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie : le 24 juillet 2023, Arayik Harutyunyan, président de l'Artsakh / Haut-Karabagh [notre photo] avait alerté l'opinion publique mondiale sur la crise humanitaire organisée sciemment par les autorités d'Azerbaïdjan contre tout un peuple.

Le 15 juin dernier, l'unique route, le corridor de Latchine, qui reliait la République de l'Artsakh / Haut-Karabagh à l'Arménie et au monde extérieur, avait été coupée par l'Azerbaïdjan, imposant un blocus illégal à toute une population : les produits alimentaires, les médicaments, le carburant et les biens humanitaires de première nécessité sont épuisés, laissant une population locale de 120 000 personnes isolée et affamée. La famille s'est installée dans la province : 30 000 enfants font déjà face à un risque critique de malnutrition et d'urgences médicales mortelles.

Face notamment à l'étouffement de la République d'Artsakh depuis 255 jours, Luis Moreno Ocampo, ancien procureur général de la Cour Pénale Internationale, a rendu public le 7 août un rapport sans appel qui estime que le blocus du couloir de Latchine est considéré comme un génocide contre les Arméniens issus depuis toujours du Haut-Karabakh en vertu de l'article II, (c) de la Convention internationale sur le génocide.

Le représentant permanent de l'Arménie auprès de l'ONU a réclamé samedi 12 août une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU face à la « *détérioration de la situation humanitaire* » au Haut-Karabakh.

Dans son entretien fleuve accordé au Point le 23 août dernier, le président de la République française Emmanuel Macron a des mots très forts sur ce conflit :

« Notre diplomatie est claire mais le temps n’est pas à la diplomatie. Je le déplore et je le condamne. Nous avons toujours dit être là pour la souveraineté des peuples. La question du Haut-Karabakh est compliquée, y compris pour la légalité des peuples. Je ne peux pas suivre les propos les plus jusqu’au-boutistes sur ce sujet. La France a condamné la guerre de 2020 avec clarté et organisé plusieurs opérations humanitaires. Aujourd’hui, nous faisons tout pour qu’un accord permettant une paix durable et la sauvegarde des peuples et des cultures soit trouvé entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan. Ce traité de paix est une nécessité, mais il doit être conforme au droit international. »

Le déplacement de ces personnalités françaises courageuses n’est pas dénué de risques : les autorités françaises et européennes doivent mettent en œuvre les moyens diplomatiques ad hoc afin de permettre aux 10 camions chargés de produits de première nécessité de passer le check point installé par l’Azerbaïdjan et d’arriver à destination.

Nor Haratch

28 août 2023

PARIS – Le président Macron a promis une « nouvelle initiative diplomatique » visant à débloquer le corridor de Berdzor

Il va s’entretenir avec les dirigeants de l’Arménie et de l’Azerbaïdjan

Le 28 août, lors de sa rencontre avec les ambassadeurs à Paris, le président Emmanuel Macron a également abordé la question de l’Artsakh. Il a annoncé qu’il y aurait une nouvelle initiative diplomatique pour régler le conflit d’Artsakh.

« Cette semaine, je m’entretiendrai avec Pachinian et Aliev. Nous exigerons la mise en œuvre totale des accords conclus autour du couloir humanitaire de Latchine. Nous entendons intensifier la pression sur Bakou au niveau international, qui continue de bloquer la seule route reliant le Haut-Karabakh à

l'Arménie », a déclaré le président français.

Armenpress

29 août 2023

La maire de Paris se rend en Arménie pour accompagner le convoi d'aide humanitaire destiné au Haut-Karabakh

EREVAN, 29 AOÛT, ARMENPRESS: La maire de Paris, Mme Anne Hidalgo, se rendra en Arménie le 30 août pour conduire personnellement un convoi humanitaire pour le Haut-Karabakh jusqu'à l'entrée du corridor de Latchine, a annoncé mardi le Conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF).

Le nouveau convoi, envoyé par la Ville de Paris, les régions Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Occitanie et Pays de la Loire, rejoindra le convoi humanitaire arménien et le camion d'aide français précédemment envoyé et bloqué à l'entrée du corridor de Latchine à Kornidzor en raison du blocus azerbaïdjanais.

RUSSIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 août 2023

Moscou affirme que l'Arménie est l'un des alliés les plus proches, un partenaire stratégique dans le Sud-Caucase du Sud

L'Arménie est l'un des alliés les plus proches de la Russie, un partenaire stratégique dans le Sud-Caucase. C'est ce qu'a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères à l'occasion du 26e anniversaire de la signature entre la Russie et l'Arménie du Traité bilatéral d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle.

« En ce jour de 1997, un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle a été signé entre la Russie et l'Arménie. Le document a marqué le début de la phase moderne des relations interétatiques. L'Arménie et la Russie sont convenues de renforcer par tous les moyens possibles leurs relations d'amitié traditionnelle et de coopération multilatérale dans les domaines politique, économique, militaire, scientifique, culturel et autres. Les pays se sont également engagés à travailler ensemble pour améliorer la stabilité et la sécurité dans le Caucase du Sud et dans le monde. La signature de l'accord a créé les conditions pour l'élargissement du dialogue politique russo-arménien et le renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines commercial, économique, scientifique, technique, humanitaire et autres » indique le message.

À l'avenir, la base juridique des relations bilatérales sera étendue à 200 documents et un travail systématique est mené pour leur mise en œuvre.

Le Ministère des Affaires étrangères a affirmé que les relations russo-arméniennes continuent de se développer selon les principes établis par l'accord de 1997. Parmi eux figurent le respect mutuel de la souveraineté et de l'indépendance des États, l'égalité des droits et la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun, le non-recours à la force ou à la menace de la force.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d’Arménie Magazine

29 août 2023

Pourquoi le deuxième avion de Prigojine est-il parti pour Bakou ? Les médias azéris posent la question.

L’un des avions Embraer ERJ-135bj Legacy 650 d’Evgueni Prigojine, le fondateur du MRC « Wagner », est parti pour Bakou le 24 août. En témoigne le service de suivi des vols Flightradar. Selon cette source, l’avion a quitté Moscou à 15h30 et a atterri à l’aéroport de Bakou à 19h04.

Des sources russes affirment qu’il s’agit de l’un des deux avions ayant appartenu à Eugène Prigojine, décédé dans un accident d’avion le 23 août. Après le crash de l’avion de Prigojine, le deuxième avion est rentré à Moscou puis est parti pour Bakou le lendemain.
Les médias notent qu’il n’y a aucune information sur les passagers de l’avion qui s’est rendu à Bakou. Source News.am

Krikor Amirzayan

…

photo : Armineh JOHANNES arminehjo@hotmail.com